

Samedi 23 octobre 2021

Séminaire Elections

1) Quel état de la société dans le Val-de-Marne ?

Annexes :

- De profondes inégalités sociales
- Elections municipales
- ✓ 2020 : étude de l'abstention dans le Val de marne et sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville du département (source CD94, Octobre 2020 Elections municipales)
- ✓ 2020 : l'abstention en Val de Marne et dans les quartiers politique de la ville (source CD 94)

2) Réflexions sur le lien entre réformes territoriales et abstention en Ile-de-France

Annexe :

- Lois et collectivités territoriales depuis 2014

3) Municipales 2020, Départementales et Régionales 2021 ... et après ?

Annexes :

- Résultats électoraux par cantons
- Analyse des résultats électoraux des régionales

4) Résultat des élections législatives 2017 et perspectives 2022

Annexes :

- Carte des circonscriptions
- Résultats 1^{er} tours
- Résultats 2^{ème} tour

5) Quelle vision communiste et émancipatrice pour le Val-de-Marne de demain ?

Quel état de la société en Val-de-Marne ?

Au sein de l'Île-de-France, le Val-de-Marne concentre à l'échelle départementale l'hétérogénéité d'une région **très riche économiquement, diverse géographiquement et profondément inégalitaire socialement**.

Cette réalité est historiquement et politiquement marquée dès la création de ce département : celle d'une collectivité assemblant d'une part des communes de droite et très aisées (Saint-Mandé, Vincennes, Saint-Maur, Charenton, Nogent...) qui ont fait le choix politique de fermer leurs entrées aux familles modestes ; et d'autre part des villes à direction communiste et de gauche qui ont développé des politiques de solidarité dans de nombreux domaines à commencer par celui du logement social.

En résulte **un équilibre politique fragile mais historiquement stable en notre faveur**, lié pour l'essentiel aux équilibres respectifs dans les villes constituant ce département. Cela ne doit pas occulter le fait que depuis le début, la direction de ce département est l'objet d'un combat de classe acharné. Bien que nous soyons la plupart du temps sortis vainqueurs des élections – avec la parenthèse Nungesser entre 1970 et 1976 – en préservant nos propres positions, **la direction communiste du Val-de-Marne n'a jamais été acquise d'avance**.

La défaite électorale que nous venons de subir doit nous amener à réfléchir aux multiples évolutions qui ont marqué la société val-de-marnaise et favorisé la bascule à droite de trois cantons historiquement marqués à gauche.

Les évolutions sociologiques et économiques dans le Val-de-Marne font apparaître les éléments suivants :

- 1) **Le Val-de-Marne a renoué avec la croissance démographique avec 100 000 habitants supplémentaires en 10 ans**, pour atteindre aujourd'hui 1 400 000 habitants. Ce dynamisme génère des besoins sociaux importants dans un département à la fois jeune (40% de la population à moins de 30 ans) et marqué dans le même temps par des dynamiques de vieillissement.
- 2) Dans cette dynamique de croissance, **la part des cadres et CSP+ est en augmentation et pourrait supplanter prochainement celle des employés** qui restent majoritaires, celle des ouvriers étant en forte diminution, cela allant de pair avec l'amplification de la désindustrialisation.
Les cadres s'installent majoritairement dans les villes et les quartiers où il y en avait déjà. Ce phénomène contribue à **l'accroissement des inégalités économiques entre villes et aux phénomènes de gentrification des quartiers traditionnels de villes plutôt mixtes socialement**. Cette situation, héritière du passé, est accentuée par les évolutions récentes, notamment le prix de l'immobilier et les transformations liées à

la métropole. La concentration de catégories aisées dans des endroits où elles sont déjà majoritaires favorise évidemment l'ancrage à droite de communes qui l'étaient déjà, ce point pouvant toutefois être nuancé. A l'inverse, l'arrivée de ces couches dans des villes sociologiquement plus populaires peut favoriser la mixité sociale, y compris le glissement à gauche de ces couches, par l'appropriation du bilan de la ville, l'acculturation, la démocratie locale...

- 3) **Les inégalités de revenus se sont approfondies, au sein du département et au sein des villes.** En Val-de-Marne, les ménages les plus aisés disposent de revenus en moyenne 4,2 fois supérieurs à ceux des plus modestes. Ces inégalités se reproduisent au niveau des villes. Ainsi des communes comme Villeneuve Saint George et Valenton, très populaires socialement, affichent un niveau de vie médian plus de deux fois inférieur à celui de Saint-Mandé.

Cette situation a **des impacts évidents sur la capacité économique des villes concernées à répondre aux besoins d'intervention publiques, alors qu'elles étaient gérées à gauche.** Ainsi, la part des foyers fiscaux imposables n'est que de 40% à Valenton et Villeneuve-Saint-Georges, alors qu'elle est de 64% à Fontenay, ville plutôt mixte socialement et de 77% à Vincennes. A l'inverse, des villes potentiellement très riches, historiquement à droite et disposant donc de moyens pour des politiques publiques à même de réduire les inégalités ont fait le choix politique de ne pas le faire, en empêchant les couches populaires de venir s'installer, alimentant de ce fait un odieux séparatisme social. En ce sens, peut-être l'exigence politique d'un Val-de-Marne pour tous pourrait être travaillée comme outil de reconquête.

- 4) Cette situation d'inégalité se retrouve au niveau du **taux de pauvreté des ménages.** Alors qu'il se situe à un taux moyen de 16,6% au niveau du Val-de-Marne, il est de 24% à Vitry, 28% à Ivry et Valenton, 33% à Villeneuve-Saint-Georges. Ce même taux de pauvreté est inférieur à 10% dans les villes de droite historiques. **L'évolution de la pauvreté concerne tous les âges, mais ce sont les plus jeunes qui sont les plus touchés, avec 22% des majeurs de moins de 30 ans. Les familles monoparentales (des femmes majoritairement) dont le nombre augmente sont aussi particulièrement touchées.**

On peut donc formuler que les transformations qui ont marqué le département, dans une région riche, se sont accompagnées d'une accentuation des inégalités sociales et territoriales, smettant les communes les plus populaires dans une grande difficulté pour répondre aux besoins croissants d'une population en souffrance. La crise récente de la COVID, celle en cours sur les prix de l'énergie, a contribué à cette aggravation.

Il nous faut également prendre en compte **les évolutions institutionnelles qui ont marqué notre département et les impacts sur la capacité de décision de nos élu.es** (un point développé ci-après). Le maintien dans ce cadre de la Collectivité territoriale et de ses

compétences que représente le Conseil départemental est le fruit d'une bataille acharnée que nous avons su mener avec succès ; avec le rôle de tout premier plan qu'a joué Christian Favier. Cette victoire démocratique – que nous n'avons peut-être pas suffisamment rappelé lors de la campagne – s'est faite au prix d'une redécoupe des cantons, qui d'un côté a permis la parité ce qui est une excellente chose, mais de l'autre à fragilisé l'équilibre politique.

Enfin, nous avons à analyser **le phénomène d'abstention, mouvement de fond qui affecte l'ensemble de la France et s'est accéléré ces dernières années**. Le Val-de-Marne n'est pas épargné avec 63,2% d'abstention dans l'ensemble du département au premier tour et 65,9% au second tour, un taux record dans un département où l'enjeu était très fort. Les deux communes les plus peuplées du Val-de-Marne, à savoir Créteil et Vitry, affichent des taux respectivement de 69,9% et de 73,4%.

Avec des taux pareils, un faible mouvement de voix suffit à basculer une élection ! Il est à noter que **l'abstention est un peu moins forte dans les villes dites à « enjeu » où se jouaient le résultat** (60% à Choisy, 60,6% à Champigny, 61,6 % à Villeneuve-Saint-Georges), ce qui est en partie le fruit des efforts militants (les nôtres comme ceux de nos adversaires). Ce sursaut relatif de participation n'a pas été malheureusement à un niveau suffisant pour empêcher le basculement des cantons concernés.

Il est notable de remarquer que **ce sont dans les Quartiers Politique de la Ville que l'abstention est la plus forte (68,4%)**. Le taux d'abstention le plus fort est observé dans le QPV de Saint-Maur avec 77% suivi de près avec les QPV de Vitry avec 75,9%. Ce sont dans ces quartiers où l'abstention domine que la pauvreté est la plus forte, les besoins d'action publique aussi. Ces quartiers sont aussi des lieux où une vie associative intense existe, les valeurs de solidarité rassemblent, des colères s'expriment et au sein desquels des listes citoyennes se forment parfois lors des élections.

L'abstention est clairement aujourd'hui une menace démocratique, elle nous affaiblit, nous fait perdre, nous fragilise dans l'exercice des responsabilités. Transformer nos pratiques, notre action avec les habitants des quartiers populaires est un enjeu déterminant pour la reconquête de notre influence.

A l'issue des scrutins des Municipales et Départementales, la Droite val-de-marnaise s'est renforcée, y compris dans des villes très populaires. Près de 57% de la population du département vit dans des villes gérées par la droite, le Département est à droite, la Région est à droite, la Métropole est à droite. Nous vivons dans cette réalité, notre action politique doit s'y inscrire.

Réflexions sur le lien entre réformes territoriales et abstention en Ile-de-France

Une complexification des échelons territoriaux qui éloignent les citoyens :

- ✓ Les dernières lois de réforme territoriale ont bousculé la **répartition des compétences** et permis de larges **délégations de compétence entre collectivités** de différentes catégories, ce qui empêche le citoyen de réellement savoir qui fait quoi. Lorsque l'impact sur la vie quotidienne ne peut être mesuré, il n'est pas étonnant de se retrouver avec **66% d'abstention aux régionales** en Ile-de-France et 67% par exemple pour les départementales dans le Val-de-Marne.
- ✓ **L'intercommunalisation à marche forcée** afin de regrouper les communes dans des ensembles toujours plus grand **éloigne également le citoyen du niveau d'action de ses élus** et fait perdre la proximité nécessaire avec une perte de pouvoir des mairies qui sont noyées dans les EPCI et peuvent de moins en moins faire entendre leurs voix et donc représenter leurs citoyens (208 conseillers métropolitains pour représenter 131 communes à la Métropole du Grand Paris...).
- ✓ La **Métropole du Grand Paris**, sa création et sa mise en œuvre depuis la loi MAPTAM de 2014 ont été chaotiques. Alors que le législateur affichait une volonté de réduire le fameux "mille-feuilles territoriale" nous nous retrouvons aujourd'hui avec un ensemble d'intercommunalités et de communes qui ont été regroupées pour devenir **11 établissements publics territoriaux (EPT)** qui sont un échelon intermédiaire entre les communes et la métropole du Grand Paris, échelon qui se maintient car peu d'acteurs semblent finalement vouloir de cette "monstropole". Mais ces EPT font aussi **concurrence aux départements**. la MGP existe aujourd'hui mais n'a quasiment aucune compétence et des ressources financières « complexes » (contribution économique territoriale, FE et CVAE mais cette ressource est redonnée aux EPT dans le projet de loi de finances), et pourtant ses conseillers sont désormais élus au suffrage universel direct (par fléchage aux municipales), alors que **cet échelon manque de légitimité ou s'en accommode, ne peut se revendiquer de proximité** et pose un souci démocratique car elle a été décidée par le haut, sans véritable débat dans la sphère public, locale ou nationale. On a donc une superposition entre communes, EPT, métropole, départements et régions, avec chaque acteur souhaitant défendre son niveau d'existence, à l'exception près de la métropole.

Les échelons de proximité sont affaiblis :

- ✓ La crise sanitaire liée au covid-19 a rappelé l'importance et l'utilité des piliers que sont **la commune et le département** dans notre organisation territoriale. Pourtant, ces 2 types de collectivités sont en difficulté de pouvoir agir depuis plusieurs années.

- ✓ Au niveau des compétences, le département a perdu sa **clause de compétence générale**, mais également des compétences en matières économique ou de transports, au profit de la région qui les a récupérées. La commune a elle perdu de nombreuses compétences au profit des EPCI, certains transferts à titre obligatoire comme celui de l'eau et l'assainissement nourrissent toujours l'opposition des mairies, avec un **impact direct sur les services publics** en direction des usagers (ex : augmentation des prix de l'eau à cause du transfert de la compétence). Le triptyque libéral **EPCI-métropoles-régions** souhaité par les derniers gouvernements en créant des grandes régions et en encourageant la métropolisation s'inscrit clairement dans cette logique d'affaiblissement, la disparition du département était d'ailleurs un sujet récurrent qui l'a fragilisé.

- ✓ Au niveau de la fiscalité, la commune a perdu la **taxe d'habitation** et la fiscalité repose alors essentiellement sur les propriétaires (taxe foncière), ce qui éloigne encore une fois le citoyen de l'action publique locale, ce qui déconnecte le service public rendu de la contribution de l'ensemble des citoyens (sans parler du fait que cette suppression profite largement aux plus riches). Le département a lui perdu son dernier levier fiscal, sa part de **taxe foncière (TFPB)**, qui a été attribuée aux communes comme compensation. On voit bien que **l'autonomie fiscale des collectivités en ressort très affaiblie et que les marges de manœuvre des élus locaux sont très réduites**. Comment exercer des compétences et rendre des comptes aux citoyens sans avoir les moyens d'exercer ces compétences ? Les gouvernements ont successivement remplacé des ressources locales par des fractions de ressources nationales (TVA...), chaque année des compensations sont rognées et c'est aussi un moyen pour l'exécutif d'imposer une austérité au local. Pourtant les départements sont toujours en charge par exemple du RSA dont le nombre d'allocataires a explosé avec la crise alors que les compensations de l'Etat n'ont pas suivi ces évolutions (par exemple le reste à charge du département du Val de Marne cumulé entre 2015 et 2020 est de 756 Millions d'euros, fin août 2020, nous comptons plus de 44 000 allocataires du RSA).

- ✓ Les citoyens, en face, voient leurs impôts "directs" diminuer (pas oublier la part des plus modestes qui déjà étaient exonérés de TH) mais c'est également le lien avec leurs élus qui se « disqualifie ».

La rationalisation contre l'utilité et l'égalité sociale :

- ✓ Les objectifs de l'organisation territoriale et de sa légitimité se sont perdus entre l'ensemble des réformes territoriales qui ont **complexifié et éloigné la compréhension des institutions pour le citoyen**, dans des **logiques de rationalisation et de mutualisation à grandes échelles**. Ces logiques marquent aujourd'hui leur échec.

- ✓ Loin des impératifs économiques de faire de Paris une grande métropole mondiale (comme le projet du Grand Paris express et la volonté de relier les grands pôles de compétitivité en spécialisant les espaces), il faut **remettre l'utilité et l'égalité sociale au cœur des enjeux** de la MGP. Réfléchir aux échelons pertinents, c'est réfléchir à ceux qui seront à même de répondre aux impératifs de proximité des services publics locaux, de planification locale, de maintien du lien entre le citoyen et les instances politiques.

- ✓ La **qualité de vie** est particulièrement importante pour les citoyens alors que la métropole du Grand Paris est la métropole française avec **le plus d'inégalités de revenus** entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres (Voir l'évolution du taux de pauvreté par commune en Val de Marne et par canton) .

- ✓ Plutôt que d'imposer aux élus des redécoupages ou des instances, développons un cadre dans lequel les élus des différentes collectivités peuvent **débattre et créer des projets communs autour d'impératifs sociaux et environnementaux** permettant de dépasser le clivage Paris/banlieue et banlieues/banlieues. Les enjeux majeurs sont aujourd'hui la réduction des inégalités locales, en termes de scolarité, de logements (actuellement la polarisation sociale de l'espace métropolitain est très forte, avec des EPT comme Paris Ouest La Défense où plus de la moitié des communes ne respectent pas la loi SRU), de santé, d'emploi mais aussi environnementaux (lutte contre la pollution), et ils imposent une coopération dans l'espace francilien. **La coopération peut-être une revendication politique, elle** nécessite une représentation forte des communes et des départements par la proximité et leurs compétences dans ces domaines. Reste poser des questions, par exemple celle de la **péréquation et mutualisation d'une partie de leurs ressources** ? Quelle part de verticalité dans ce processus (l'Etat) ? Quelle part d'horizontalité (entre communes et départements) ?

Municipales 2020, Départementales et Régionales 2021... et après ?

Les élections régionales et départementales, se sont inscrites dans la même séquence que les municipales de 2020. Les conclusions des municipales n'ont pas été sans incidences directes sur le résultat des élections départementales et donc le changement de majorité.

Avec la perte du Département, le PCF et ses alliés ne sont plus en première responsabilité de conduite politique d'une collectivité de plus d'un million d'habitants.

C'est un sujet qu'il faut affronter et discuter, pour se préparer à construire l'avenir politique, donc notre stratégie de reconquête, qui va s'inscrire dans un temps long. **Il ne pourra y avoir de reconquête sans consolider et amplifier nos positions, dans un contexte politique nouveau.**

D'abord, soulignons comment nos politiques publiques universelles et nos combats pour l'aménagement du territoire ont influé sur le Val-de-Marne. **Trois exemples concrets** : Ordival, un ordinateur pour chaque collégien (la Région de droite le fait également depuis peu) ; l'aide aux transports (la Région s'y est mise) ; Orbival, ce métro de banlieue à banlieue en Val-de-Marne, qui a été un atout et un accélérateur pour le Grand Paris Express. Ces choix politiques ont été portés par le Département du Val-de-Marne certes, mais de concert avec l'ensemble des villes du Val-de-Marne. **Ce binôme Villes/Département est au cœur des politiques de solidarités humaines et territoriales.**

Notons ensuite que les premiers pas de la droite en responsabilité au Département ne se tournent pas vers les villes mais vers la Région. La droite l'a assumé dans son programme, l'a affirmé dans sa prise de responsabilité, l'a écrit dans sa communication, son premier budget départemental le marquera. Le binôme Département/Région est donc en Val-de-Marne à l'ordre du jour.

A l'issue des scrutins des Municipales et Départementales, la Droite en Val-de-Marne s'est renforcée. Plus de 50% de la population val-de-Marnaise vit dans des villes de droite, le Département est à droite, la Région est à droite, la Métropole est à droite. C'est en Île-de-France la réalité, qu'il faut affronter pour construire, faire émerger de nouvelles politiques publiques innovantes, protectrices, émancipatrices et donc **pour s'opposer, résister, pour être utile et efficace**. Cela a toujours été le marqueur de l'engagement des communistes et de leurs élus. Aujourd'hui cela doit s'inscrire dans un contexte politique et institutionnel nouveau, qu'il faut apprécier.

La perte de notre influence et de notre capacité à faire vivre et promouvoir un autre projet de société n'est pas un sujet nouveau. Objectivement, cette situation n'est pas avant tout liée à nos stratégies électorales, très diverses, de ces quarante dernières années. En 1981, le PCF avait plus de 24 000 élus ; en 2021 nous devons être passés sous la barre des 14 000.

Depuis 1981, chaque échéance électorale, a vu le nombre nos élus se réduire, notre influence, notre capacité à résister et à influencer sur les choix de société. Les raisons de notre affaiblissement sont structurelles, liées en partie à la désindustrialisation, à la restructuration de l'emploi, au chômage et la précarité, à l'évolution des rapports sociaux dans les villes, quartiers et cités populaires. C'est donc l'ensemble de nos choix politiques, stratégiques, d'organisation et de politique de cadres que nous devons repenser.

De fait une classe sociale, hétérogène et diverse, se trouve en situation de concurrence. Concurrence pour l'emploi, l'aide sociale, le logement... Cette concurrence aboutit à de l'abstention, à du racisme, à de la peur de l'autre, laisse la part belle aux libéraux et leurs outils politiques que sont les droites et les socio-libéraux.

Dans ce contexte, l'abstention est un sujet structurant qui touche de plus en plus l'ensemble du territoire national, quel que soit le type d'élections. C'est une donnée depuis l'émergence de la Vème République. Mais cette abstention est amplifiée dans les villes, cités et quartiers populaires. C'est sûrement l'abstention populaire qui aujourd'hui fait gagner la droite et permet à EELV et à un degré moindre LREM d'émerger et de gagner en pourcentage.

L'abstention est clairement aujourd'hui une menace démocratique. L'abstention nous affaiblit, nous fait perdre, nous fragilise dans l'exercice de nos responsabilités. Mais l'abstention n'empêche pas le mécontentement et d'autant plus quand nous sommes en responsabilité politique de conduite des affaires d'une Ville.

L'abstention est sûrement liée également à une défiance toujours plus grande à l'égard des gouvernants. Combien de fois avons-nous entendu que cela ne « sert à rien d'aller voter, de toute façon on ne nous écoute pas ». Pourtant l'échelon local, et les communes en particulier, demeurent le lien privilégié des Français avec leurs institutions. En ces temps de crise, les collectivités territoriales et particulièrement les communes sont un pilier essentiel de notre société. Mais sont-elles encore et toujours perçues comme telles ?

Si l'attachement des Français envers les institutions locales perdure, c'est qu'elles sont souvent dirigées par des élus passionnés par leurs territoires, désireux de servir leurs concitoyens avec dévouement et abnégation. Pour autant, la déception et la colère envers le pouvoir national semble aujourd'hui rejaillir y compris sur les maires, et l'abstention grandit scrutin après scrutin.

Comme évoqué ci-avant, **la défiance s'élargit également aux Français entre eux**, inquiets de la montée du communautarisme, pointant souvent du doigt les villes ou quartiers dits « difficiles ». Il s'agit de quartiers populaires, pourtant riches de solidarité et de diversité et d'acteurs qui œuvrent au quotidien pour le vivre ensemble, mais souvent défiants face aux politiques.

Pour autant les libéraux avancent, grignotent les droits acquis, rabotent les pouvoirs des élus de terrain démocratiquement élus, menacent la décentralisation ; autant de sujets qui impactent le quotidien des gens. Nous subissons ainsi de lourdes évolutions institutionnelles. **Sarkosy les a rêvées et en a préparé le terrain, Hollande les a conceptualisées par la loi, Macron les met à l'œuvre.** C'est une nouvelle préfiguration de l'aménagement du territoire qui est en marche. La création des Métropoles en est la structure. Depuis 2007, ils ont réduit les capacités à agir des élus de proximité et du quotidien que sont les Maires, Conseillers Municipaux et Départementaux.

Cette difficulté des élus à agir est d'autant plus prégnante dans les villes populaires où les besoins sociaux sont démultipliés, ou la solidarité nationale devrait être encore plus forte, dans ces villes où l'abstention est structurante et permet d'amener aux premières responsabilités de nouvelles majorités dont leur première préoccupation est de considérer que les gens qui vivent et habitent dans les quartiers populaires, bien plus que d'être une ressource pour la vie de la cité, sont d'abord un problème.

C'est donc dans un contexte nouveau que va s'inscrire l'action du parti, de nos élus dans les prochaines années. La Droite a presque tous les pouvoirs en Île-de-France. C'est à partir de cet état de fait que nous pouvons nous inscrire dans un calendrier politique jusqu'en 2026 d'abord (prochaines municipales), et ensuite 2028 pour les départementales. De nouvelles pratiques politiques pour reconquérir l'électorat populaire sont à l'ordre du jour.

La perte du Département n'est pas qu'un sujet pour l'appareil politique. Cela risque de s'avérer douloureux pour les populations et plus particulièrement celles vivant dans les villes et quartiers populaires. Il s'agit très souvent de territoires où nous sommes, ou avons été, en responsabilité politique et de gestion. La Droite est aux manettes et ses premières décisions portées à délibération le montrent : stigmatisation des cités et quartiers populaires, donc des populations qui y vivent ; face au sentiment d'insécurité, réponses sécuritaires, balayant d'un revers de mains la promotion de politiques éducatives et préventives innovantes ; enfin face à l'envolée des prix aucune initiative en soutien au pouvoir d'achat des plus fragiles. **Voilà les premiers pas de la droite en responsabilité.** Face à la droite départementale il faut construire une réponse politique. Incontestablement, il nous faut conceptualiser et promouvoir de nouvelles stratégies, les porter, faire vivre des idées.

L'engagement exceptionnel de Christian Favier, de l'ensemble des élus communistes et apparentés, ainsi que la majorité qui l'entourait, a permis de développer et promouvoir des politiques publiques utiles et efficaces, de porter des ambitions pour le développement du Val-de-Marne. Cela s'est traduit y compris pendant la pandémie de Covid-19. Mais cet engagement s'est toujours traduit par des luttes, qui ont très souvent été un des moteurs de l'engagement des communistes ces dernières années. En vrac citons quelques exemples : le métro du Grand Paris Express, le référendum pour ADP, SOS Rentrée, le soutien aux sans-papiers, la défense du site Renault Choisy, le train des primeurs, le maintien des bureaux de

postes, l'engagement pour le service public hospitalier, la mobilisation exceptionnelle pour la préservation des départements et donc le service public...

L'ensemble de ces engagements et luttes restent d'actualité. D'autres se profilent qui vont certainement inviter les communistes à amplifier les mobilisations et faire preuve d'une audace renouvelée dans un contexte nouveau. **De la diversité naît sûrement l'efficacité.** Être efficaces pour rassembler, lutter, construire, pour s'engager sur le chemin de la reconquête, cela doit être notre feuille de route.

Elections législatives 2017

En pièces jointes voir **la carte des circonscriptions**, les **résultats par circonscription 1^{er} et 2^{ème} tour** et **les comparatifs avec les élections législatives de 2012**.

- Des candidats PCF dans 10 circonscriptions sur 11, aucun qualifié pour le 2^{ème} tour sauf sur la 10^{ème} (+12.5% des inscrits)

Décision du PCF de ne pas se maintenir face à LFI/ écart de moins de 252 voix)

- Sur l'ensemble des circonscriptions

Le PCF obtient 25.011 voix et 6.64%

LFI	43.638 voix	11.52%	1 élue
PS	20.669 voix	5.49%	1 élue
LREM	121.236 voix	32.20%	7 élu.e.s
MODEM	14.208 voix	3.77%	
LR	67.985 voix	18.05%	2 élu.e.s
FN	27.300 voix	7.25%	

La gauche est présente au 2^{ème} tour, dans la **2^{ème}** circonscription (**LFI**), la **9^{ème}** (**PS**), **10^{ème}** (**LFI**), **11^{ème}** (**LFI**)

Rapports des forces dans chaque circonscription

Circonscriptions	Gauche	LREM	UMP/LR UDI-MODEM	FN	DIVERS
1ère	25,80%	38,70%	27,90%	6,60%	
2ème	41,40%	33,70%	14,60%	9%	1,30%
3ème	25,70%	35,80%	25,40%	10,80%	2,40%
4ème	24,80%	40,40%	25,30%	9,70%	
5ème	26,50%	37,10%	28,80%	6,10%	1,50%
6ème	30,60%	40,30%	19,80%	4,80%	4,60%
7ème	29,80%	37,20%	25,70%	7,50%	
8ème	23,10%	33,70%	37,50%	4,70%	1%
9ème	50,20%	29,20%	10,70%	8,50%	1,20%
10ème	51,60%	30,60%	9,30%	6,80%	0,70%
11ème	45,40%	33,60%	13,60%	6,60%	0,80%

Les enjeux des élections présidentielles et législatives 2022 seront traités dans la 2^{ème} partie du séminaire.

Notons cependant quelques aspects :

- ✓ Décision d'une campagne commune pour la présidentielle et les législatives, avec notre choix de donner toute sa place au Parlement
- ✓ Propositions portées par notre candidat Fabien ROUSSEL que nous voulons faire adopter par une majorité de gauche et que nos candidat.e.s aux législatives porteront
- ✓ Création des comités locaux des jours heureux
- ✓ Articulation des deux campagnes
- ✓ Pacte d'engagements communs aux législatives : Pacte qui doit se traduire en lien avec notre travail sur le programme à la Présidentielle par 10 à 15 grandes mesures, que nous ferons connaître en s'adressant largement à la population dans nos circonscriptions.
- ✓ Travailler à la présence d'un groupe communiste à l'Assemblée Nationale
- ✓ Contexte politique pour la présidentielle à développer (candidats déclarés et aspirations, préoccupations majeures des français) (derniers sondages)
- ✓ Participation au vote etc...

Pour notre département, choisir des chefs de file dans l'attente de la désignation de nos candidat.e.s sur les 11 circonscriptions.

Rappelons qu'aucun candidat de gauche ne peut être élu que par sa seule force politique, au second tour.

Quelle vision communiste et émancipatrice pour le Val-de-Marne de demain ?

Reconquérir en 2028 le Département du Val-de-Marne, voilà qui ne peut se résumer à une ambition électorale, isolée du reste de nos combats. Du reste, cet objectif n'est pas atteignable si nous ne travaillons pas à **changer fondamentalement le rapport de forces idéologique, culturel, institutionnel, entre la gauche et la droite en Val-de-Marne.**

Nous avons à déterminer les moyens d'**inverser progressivement la situation construite depuis une vingtaine d'années, par l'implantation de la droite** dans des villes telles que L'Haÿ-les-Roses, Limeil-Brévannes ou La-Queue-en-Brie, puis par ses victoires déterminantes en 2020 à Champigny, Choisy, Valenton et Villeneuve-Saint-Georges. Les communistes pouvant être moteurs de cette reconquête à gauche, nous avons également à travailler à **notre renforcement dans les villes socialistes et divers gauche**, à l'image d'Orly ou d'Arcueil par exemple.

Nous devons donc penser « grand angle », en nous donnant les moyens d'**une ambition politique départementale renouvelée, à travers des batailles politiques communes à l'ensemble des villes du Val-de-Marne.** Car il n'y aura ni rassemblement ni victoire électorale possibles, sans rassemblement et victoires sociales, populaires, dans notre Département.

En effet, gardons en tête le calendrier électoral de ces prochaines années. **A l'issue de la séquence présidentielle/législatives de 2022, il n'y aura plus d'élections locales directes avant les municipales de 2026.** On ne comptera que les sénatoriales à l'automne 2023, puis les européennes au printemps 2024. Après les prochaines municipales, nous vivrons à nouveau une présidentielle et des législatives, en 2027, avant les élections départementales et régionales en 2028.

Nous aurons donc quatre années pour nous projeter autrement que dans une compétition électorale. Cela suppose de forger des combats communs avec les Val-de-Marnais-es, qui puissent être des leviers d'espoir et de large rassemblement de la gauche et de l'écologie. En ce sens, nous pourrions identifier trois grands chantiers politiques.

Repenser la ville et l'urbanisme, agir pour la révolution écologique

Urbanisme, habitat, écologie... Ces questions ont été au cœur du débat lors des élections municipales 2020, et ont joué pour une part dans nos défaites dans les villes perdues. **Soumises à une pression et à une spéculation foncières hors normes, les villes du Val-de-Marne sont travaillées par de lourdes contradictions sociales.** Ce n'est pas un hasard si ces dernières années ont été marquées par de grands chantiers de transports, s'accompagnant d'une hausse spectaculaire des prix de l'immobilier, à Choisy-le-Roi (tramway T9) comme à Champigny-sur-Marne (ligne 15 du métro).

De fait, notre camp a perdu plusieurs batailles, législatives mais aussi idéologiques, sur le logement social. Dans de nombreuses villes, la droite a réussi à mettre un trait d'égalité entre logement social, « bétonnage » et dégradation des conditions de vie. Cette axe de bataille de la droite val-de-marnaise lui a permis de diviser à gauche, en affaiblissant les réflexes d'une partie de l'électorat écologiste qui a vu en nos « maires bâtisseurs » des ennemis de la nature en ville.

On a pourtant constaté, avec l'exemple de Villejuif, à quel point **la droite n'a que faire des enjeux environnementaux, l'argument du « bétonnage » ne tenant que pour incriminer le logement social**, obstacle à leur politique de spéculation immobilière effrénée. Nous ne pouvons laisser nos adversaires de classe remporter cette bataille sur la base d'arguments aussi malhonnêtes. Nous aurons donc à retravailler en profondeur la façon dont nous lions les questions d'urbanisme, d'habitat, d'équilibre social et d'écologie.

Nous aurons de nombreuses occasions de nous battre sur ces questions face aux majorités de droite dans les villes, au Département et à la Région. Ainsi, nous aurons à résister à la vente à la découpe du bailleur départemental, Valophis Habitat. Dans les villes, nous aurons à combattre pour l'accès des Val-de-Marnais-es au logement, contre la spéculation et les projets immobiliers pour riches.

Nous pouvons nous appuyer dès maintenant sur plusieurs expériences positives en la matière, telles que le « collectif citoyen PLU » créé par les communistes de Champigny contre les projets de Laurent Jeanne, ou encore la très belle lutte de nos camarades de L'Haÿ-les-Roses et Fresnes contre le saccage de la Roseraie par Vincent Jeanbrun. Bien évidemment, nous pourrions **mettre en avant les réalisations de nos élu-es en termes d'accès au logement**, à l'image du Bail Réel Solidaire soutenu par la précédente majorité au Département et permettant de dissocier le bâti du foncier pour faire baisser les prix d'achat.

Nos combats identifiants pour l'écologie touchent aussi au secteur des transports et de la logistique urbaine. Nous pouvons nous appuyer sur une victoire à laquelle nous avons beaucoup contribué, le retour du train des primeurs Perpignan-Rungis. Nous pouvons aussi continuer à travailler notre proposition de grand pôle logistique val-de-marnais reliant le port de Bonneuil au MIN de Rungis, établie lors des dernières élections départementales.

Le Val-de-Marne, un Département social, de santé et de services publics

Pour faire pièce aux projets de la droite et rassembler notre camp, **les enjeux du social, de la santé et des services publics constituent un autre chantier incontournable.** Au vu de la place de la santé en Val-de-Marne, ce thème doit continuer à être au cœur de notre intervention politique. Nous pourrions continuer à déployer nos propositions de centres de santé mais aussi de mutuelle départementale (qui devait entrer en vigueur l'an prochain avec une majorité de gauche au Département). A l'issue de la séquence « Covid », la défense de l'hôpital public et d'une production pharmaceutique répondant aux besoins sont également des pièces maîtresses d'une stratégie de reconquête.

Plus largement face à la crise, **visibiliser les actions de nos municipalités en soutien aux populations en difficulté** paraît essentiel. Des petits déjeuners gratuits à l'école aux centres de vacances, en passant par les chèques solidarité, ces politiques constituent toujours des éléments identifiants de la gestion communiste locale. Une bataille essentielle est encore devant nous, celle d'unir à nouveau l'ensemble des classes populaires et moyennes dans la défense de ces politiques, aujourd'hui trop souvent envisagées comme ne bénéficiant « qu'aux autres ». Le discours de la droite sur l'assistanat a marqué des points, c'est à présent à nous de renverser la vapeur.

La démocratie, but et moyen de notre action politique

Lors de cette séquence 2020-2021, **la démocratie est apparue comme un chantier d'avenir pour la gauche, et plus fondamentalement, comme une préoccupation constante et montante de la population.** On le constate tous les jours au plan local : nul projet d'aménagement, nulle décision contestée, ne peut plus s'imposer sans faire de lourds dégâts politiques si elle ne recueille pas, d'une manière ou d'une autre, l'assentiment des citoyen·nes. Or trop souvent dans leur gestion locale, les communistes ont été identifiés à une forme de volontarisme voire d'autoritarisme, ne s'adaptant pas aux attentes de nouveaux pouvoirs citoyens dans les communes.

Pourtant, **nous disposons de très nombreuses réalisations en matière de démocratie directe sur lesquelles nous appuyer.** On peut penser aux pratiques diverses par lesquelles nous faisons vivre les conseils de quartier dans nos villes, mais aussi au référendum citoyen sur l'eau du Grand-Orly Seine-Bièvre, au budget citoyen créé par le Département... Nous pourrions mettre en commun ces expériences de manière à généraliser les plus réussies d'entre elles.

Si nous souhaitons être entièrement crédibles sur ces questions, cela doit aussi **réinterroger en profondeur nos pratiques politiques, en premier lieu au moment des échéances électorales.** De l'élaboration des programmes à la composition des listes, là aussi nous avons à nous pencher sur des expériences novatrices, à l'image de ce qu'ont construit nos camarades à Ivry-sur-Seine ou à Fontenay-sous-Bois.

Enfin, nous pourrions **lier ces combats pour plus de démocratie à notre présence au sein des mouvements féministes et antiracistes,** afin d'y porter une perspective révolutionnaire. Au-delà de la lutte contre les discriminations, c'est en effet de nouvelles institutions au service de l'ensemble du peuple dont nous avons besoin, aux niveaux local comme national.

Bien sûr, **mener tous ces chantiers de front suppose de s'en donner collectivement les moyens.** Cela implique d'organiser de manière transversale la réflexion et la production des commissions départementales, afin d'impulser ces batailles sur des bases politiques solides. Cela demande également des moyens départementaux d'animation politique, de communication... Cela suppose, enfin, d'apprendre à militer différemment, en accueillant autour et au sein du Parti des collectifs militants ouverts, afin de coller au mieux aux différents mouvements sociaux en cours ; à l'image des collectifs des Jours Heureux créés par les communistes à l'occasion de la présidentielle et des législatives.